

### Contexte

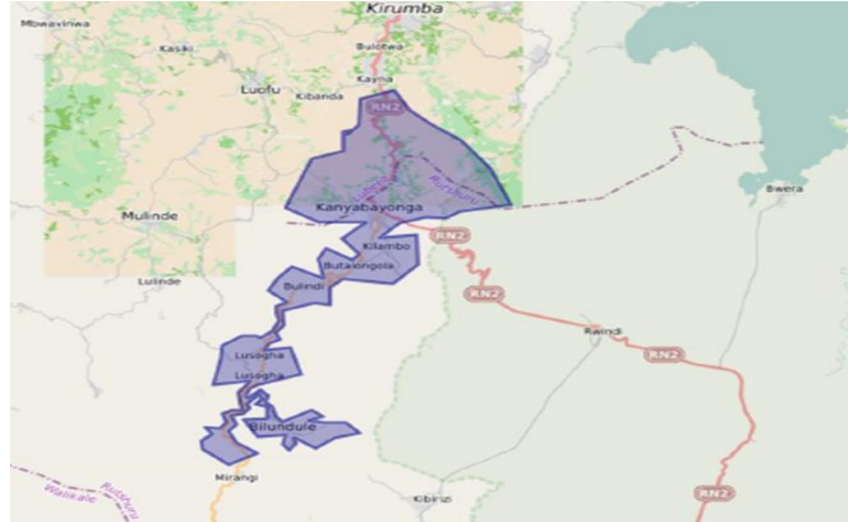
#### Description de la crise

Depuis le mois de mars 2022, les zones de santé (ZS) de Rutshuru et de Rwanguba, situées dans le territoire de Rutshuru, Nord-Kivu, sont marquées par la résurgence du conflit entre les rebelles du Mouvement du 23 Mars (M23) et les Forces Armées de la RDC (FARDC). Les combats ont déplacé des centaines de milliers de personnes dans l'est de la RDC et ravivé les tensions régionales alors que le M23 a conquis de vastes étendues de territoire dans la province.

Ancienne rébellion, le M23 a repris les armes en début d'année 2022 et s'est emparé en juin de Bunagana, à la frontière avec l'Ouganda. Après plusieurs semaines d'accalmie, le M23 est reparti à l'offensive le 20 octobre 2022, étendant largement les zones sous son contrôle, prenant des localités importantes comme Rutshuru-centre, Kiwanja ou encore Rumangabo. Entre le 16 novembre 2022 et le 9 février 2023, le groupe armé a pris le contrôle de plusieurs localités dans les groupements de Bishusha, Bambo, et des localités situées dans le Parc des Virunga. Dans le territoire de Masisi, d'importantes localités sont également occupées par les rebelles depuis janvier 2023, comme Kitchanga. Ces affrontements ont donné lieu à d'importants mouvements de population, notamment dans le groupement de Kanyabayonga où différentes vagues de déplacements ont été observées. Ainsi, la présence d'environ **16335 personnes (3267 ménages)** récemment déplacés dans le **groupement de Kanyabayonga, collectivité de Bwito**, a été rapportée. Selon les informations récoltées par l'ONG NRC auprès des Comités de Déplacés, ces derniers sont venus **au cours du mois de novembre et décembre 2022** de Bambu, Tongo, Kishishe, Kibirizi, Rubare, Kalengera et **plus récemment, en janvier**, de Kitchanga, Mweso, Kashuga. Les ménages déplacés ont été accueillis sur l'axe Kanyabayonga-Birundule, tout particulièrement dans les localités de Bitongi, Bulindi, Lusogha et Birundule.

Faisant suite aux besoins d'information des acteurs humanitaires et à la demande d'OCHA, Concern, avec le soutien du gouvernement américain à travers BHA, a organisé une ERM dans le cadre du projet SAFER du 15 au 23 Février 2023 sur l'axe Kanyabayonga-Birundule. L'objectif étant d'évaluer les besoins multisectoriels des communautés dans les différentes localités ciblées par l'alerte et de partager les résultats issus de l'ERM au reste de la communauté humanitaire afin d'informer au mieux une éventuelle réponse. L'alerte a été validée le 15 janvier 2023 avec le code **EH Tools 4622**.

Carte de l'axe Kanyabayonga - Birundule



Source des résultats: <sup>1</sup>	EM	IC	RDS/GDC
<b>Code de l'alerte</b>	4622	4622	4622
<b>Autres codes d'alerte</b>			
<b>Type de crise</b>			
Conflit	98%	10/10	12/12
Epidémie	0%	0	0
Catastrophes naturelles	0%	0	0
Autre	2%	0	0
<b>Date de début de crise</b>	07/12/2022	01/12/2022	15/11/2022
<b>Date de fin de crise</b>	En cours	En cours	En cours
<b>Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée</b>	16923	14305	N/A
Taille moyenne ménages	6,9	-	

**Accès physique**  
**Accès sécuritaire**  
 Présence de la MONUSCO  
 Incidents au cours des 2 dernières semaines  
**Couverture téléphonique**

Source: équipe d'évaluation
Moto, Voiture, Camion (pendant la saison sèche)
Acceptable
Oui
Aucun incident majeur n'a été signalé au cours de ces 2 dernières semaines
Vodacom (20%), Orange/Airtel (60%)

## Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires rapportées lors des Groupes de Discussion Communautaire (GDC) sont les suivantes : difficulté d'accès à la nourriture; perte des biens lors des affrontements (notamment des AME); non accès aux services sociaux de base; une carence de certains produits (matelas, oeufs, produits laitiers...); une hausse des prix des produits de première nécessité sur le marché local; une hausse des cas de violation des droits humains (notamment l'atteinte à l'intégrité physique et le vol des biens de valeur et d'argent appartenant aux communautés affectées par le conflit dans la zone de provenance).

Lors des entretiens en GD, les participant.es ont également mentionné l'aggravation de l'exposition aux maladies, du à l'accès difficile aux soins de santé primaire dans les zones d'accueil. Les maladies les plus fréquentes qui sont ressorties sont : les cas de paludisme, les maladies de la peau (shishikara) et les diarrhées aiguës, notamment chez les enfants de moins de 5 ans des ménages récemment déplacés (vagues de Nov/Dec et Janv/Fev )

Les communautés déplacées ont affirmé que de vives tensions seraient encore observées dans les zones de provenance. Des affrontements seraient encore en cours, ce qui risquerait d'entraîner de nouvelles vagues de déplacement.

## Perspective d'évolution de la crise

La situation sécuritaire reste préoccupante dans les différentes zones de provenance des ménages déplacés, où les conflits sont toujours en cours. Lors des différents entretiens, il été signalé la persistance des affrontements, notamment dans les collectivités de Bwisha et Bwito, ainsi que de nouveaux combats dans le territoire de Masisi comme à Mweso, Kitchanga, Mushaki ou encore Rubaya.

La majorité des localités de provenance sont donc désormais sous contrôle des rebelles du M23 et les combats se sont élargis à d'autres localités à proximité. Il est donc peu probable que les ménages déplacés retournent dans leur village d'origine. En revanche, les mouvements de déplacement risquent, quant à eux, de continuer suite à cette instabilité sécuritaire observée dans les zones environnantes.

En outre, bien qu'une forme de solidarité et d'entraide sociale soit observée avec la communauté hôte, cette situation pourraient également exercer une pression supplémentaire sur les ressources existantes des autochones déjà limitées et créer des tensions au sein de communautés.

## Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
20-64 ans	20%	14%
6-19 ans	18%	20%
0-5 ans	14%	12%
Total	53%	47%

Source des résultats:	EM	IC	RDS/GDC
<b>Type spécifique de crise si conflit</b>			
Activisme d'acteurs armés	100%	10	12
Conflit intercommunautaire	0%	0	0
Lutte de pouvoir coutumier	0%	0	0
Conflit foncier	0%	0	0
Autre	0%	0	0
<b>Type spécifique de crise si catastrophe naturelle</b>			
Tremblement de terre	N/A	N/A	N/A
Inondation	N/A	N/A	N/A
Sècheresse	N/A	N/A	N/A
Eruption volcanique/limnique	N/A	N/A	N/A
Autre	N/A	N/A	N/A
<b>Assistance humanitaire depuis la crise</b>			
Nutrition	1%	0	N/A
Abris	0%	0	N/A
Articles Ménagers Essentiels	0%	0	N/A
EHA	2%	0	N/A
Santé	1%	0	N/A
Education	2%	0	N/A
Nourriture	0%	0	N/A
Moyens de subsistance	0%	0	N/A
Protection	0%	1	N/A
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	N/A
Communication	0%	0	N/A
Cash (inconditionnel)	4%	6	N/A
Autre (préciser)	0%	0	N/A
Pas d'aide reçue	0%	0	N/A

## Informations sur l'enquête

Méthodologie	Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
Cette ERM a été mise en œuvre au moyen de la boîte à outils ERM produite par REACH dans le cadre du projet d'harmonisation des outils ERM financé par le FHRDC.	<b>RDS</b>	Oui	-	-	Indicatif
	<b>IC distance</b>	Non			Indicatif
	<b>IC sur place</b>	Oui	Raisonné (choisi)	Autre (préciser ici)	Indicatif
Ce rapport d'évaluation présente les résultats clés des enquêtes ménages (EM) réalisées auprès d'un échantillon total de 107 ménages déterminé sur une population estimée de 16923 ménages pour un niveau de confiance de 95% et un intervalle de confiance de 10%. Une allocation de l'échantillon proportionnelle à la taille de la population respective dans chacune des 6 localités sur l'axe a été effectuée. La localité de Kitibito n'a pas pu être enquêtée car celle-ci n'était pas accessible physiquement pendant la période de l'évaluation. Une marge de 12 enquêtes a été ajoutée à l'échantillon initial de 95 ménages pour prendre en compte l'imprécision potentielle des estimations de population disponibles au préalable. Les ménages spécifiques à enquêter ont été déterminés à travers un échantillonnage aléatoire simple dans chacune des localités selon la disponibilité des informations issues des informateur/trices clés (autorités locales, société civile, BCZ, etc). Les résultats sont ainsi représentatifs et généralisables sur l'ensemble de la population (autochtone et déplacée), mais pas au niveau de chacune des localités de l'axe évalué.	<b>GDC</b>	Oui	Raisonné (choisi)	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Indicatif
	<b>EM</b>	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatif
	<b>(OL)</b>	Oui	-	-	Indicatif

	EM	IC	RDS/GDC
<b>Date de début de l'enquête</b>	17/02/2023	17/02/2023	17/02/2023
<b>Date de fin de l'enquête</b>	22/02/2023	22/02/2023	21/02/2023
<b>Organisation</b>	CONCERN	CONCERN	CONCERN
<b>Mission inter-agence/inter-organisation?</b>	Non	Non	Non

Localité enquêtée	n ménages localité	n ménages enquêtés	n IC enquêtés	n GDC mis en œuvre
BITONGI	6417	40	3	2
IYOBORA	1118	6	2	2
BIRUNDULE	2479	17	2	2
BUBISHI	2456	15	2	2
BUHERI	2086	15	1	2
BULINDI	2367	14	N/A	2

Au cours de cette évaluation, 10 informateur/trices clés, ayant un profil généraliste (autorités locales, leaders communautaires) et thématique (IT, Directeur d'école) ont aussi été interrogés dans 5 localités différentes.

Par ailleurs, dans le but de trianguler les informations obtenues grâce aux deux autres outils de collecte de données (IC et EM) et d'obtenir davantage de données qualitatives, 12 groupes de discussion communautaire de 10 à 16 personnes ont été organisés: 2 groupes mixtes (hommes/femmes) avec différentes couches de la population représentées, dont 1 autochtones/hôtes/famille d'accueil et 1 consitué de personnes déplacées, et ce, pour chacune des 6 localités évaluées.

<b>Total</b>	-	<b>16923</b>	<b>107</b>	<b>10</b>	<b>12</b>
--------------	---	--------------	------------	-----------	-----------

Tableau des charges par sévérité des besoins (% des ménages) pour chaque critère de sévérité ERM (EM)						
Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
<b>Contexte</b>	Nombre de ménages déplacés	-	-	-	-	-
<b>Nutrition</b>	MAG enfants < 5 ans	85%	-	6%	-	9%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	89%	-	11%	-	0%
<b>Sécurité alimentaire</b>	Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché	1%	-	59%	-	40%
	Disponibilité de ressources alimentaires	2%	-	27%	-	69%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	2%	-	8%	-	90%
	Indice domestique de la faim (IDF / HHS)	30%	-	62%	-	8%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	-	22%	-	78%
	Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCS)	14%	10%	-	26%	51%
<b>Abris</b>	Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri	21%	14%	25%	3%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	-	-	-
	Nombre de personnes par m2	-	-	-	-	-
<b>Articles ménagers essentiels</b>	Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement	12%	-	34%	40%	-
	Score card AME	1%	4%	29%	60%	7%
<b>Eau, hygiène et assainissement</b>	Taux de diarrhées enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau	22%	14%	30%	13%	23%
	Litres d'eau par personne par jour	83%	10%	1%	6%	-
	Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains	0%	-	1%	98%	-
	Disponibilité des installations sanitaires ET Partage	0%	0%	44%	36%	5%
<b>Santé</b>	Pression sur les services de santé	-	-	-	-	-
	Epidémies: cas confirmés	-	-	-	-	-
	Epidémies: cas suspects	-	-	-	-	-
<b>Protection</b>	Nombre et type d'incidents	-	-	-	-	-
	Protection de l'enfance	-	-	-	-	-
	Personnes vulnérables	-	-	-	-	-
	Cohabitation pacifique	-	-	-	-	-
	Logement, terre et propriété	-	-	-	-	-
	Restes explosifs de guerre	-	-	-	-	-
<b>Éducation</b>	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école	72%	-	20%	2%	1%
	Taux d'inscription (école primaire)	40%				
	Taux de fréquentation (école primaire)	41%				
	Ratio élèves / enseignants	72,5 élèves / 1 enseignant				
	Lieu physique des classes primaires	79%	-	21%	0%	-

Note: Tous les critères de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Pour chaque critère, le % de ménages tombant sous chaque niveau de sévérité de 1 à 5 est présenté. Les lignes qui ne comportent pas de résultats sont celles pour lesquelles une échelle de sévérité ne pouvait pas être définie pour ce critère particulier. Il est prévu de développer un modèle de sévérité intersectoriel et global plus complet dans le cadre de la deuxième phase du projet d'harmonisation des ERM, mis en oeuvre par REACH Initiative à partir de mai 2020.

## Besoins prioritaires

### Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0%	0%	0%
Nourriture	59%	26%	6%
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	1%	2%	3%
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0%	0%	0%
Abris	2%	1%	6%
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	5%	28%	34%
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	2%	4%	4%
Santé	0%	5%	10%
Education	2%	1%	9%
Protection (y compris la sécurité)	0%	0%	2%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0%	0%
Communication	0%	0%	1%
Moyens financiers (cash)	29%	33%	25%
Autre	0%	0%	0%

### Besoins prioritaires selon les IC (fréquence de réponses pondérée)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	7	1	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	0	1
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	1	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	1	0
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	2	1
Santé	0	3	5
Education	0	0	2
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	1	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	1	3	1
Autre	0	0	0

### Besoins prioritaires selon les GDC/RDS/OL (synthèse)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	6	0	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0	0	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	0	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	6	0
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	0	8
Santé	0	6	0
Education	0	0	4
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	0
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	6	0	0
Autre	0	0	0

## Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
<b>% estimé de ménages par statut</b>			
Déplacés	59%	40%	39,0%
Retournés	0%	0%	0%
Communauté hôte / autochtones	41%	60%	61,0%
Réfugiés	0%	0%	0%
Rapatriés/Expulsés	0%	0%	0%

### Analyse des mouvements de population

Les enquêtes ménages (EM) font état de 16923 ménages sur l'axe enquêté, avec un total estimé de 116 768 personnes (sur la base d'une moyenne de 6,9 personnes par ménage rapportée par les enquêtés), parmi eux, 10058 ménages déplacés. Les ménages déplacés représenteraient 59% de la population totale de l'axe évalué. Les entretiens avec les informateurs clés ont, quant à eux, fait ressortir des données différentes puisque ces derniers ont estimé à 11805 le nombre de ménages déplacés et 17815 ceux des autochtones, représentant donc respectivement 40% de déplacés et 60% d'autochtones (FA et non FA).

Cette différence peut s'expliquer par le fait que lors des EM, les personnes interrogées prenaient en compte leur statut par rapport à des déplacements effectués suite à des chocs antérieurs, sans liens avec la crise actuelle du Rutshuru, faisant l'objet de cette évaluation. Il existe également un biais important lors de la conduite des EM : en effet, l'échantillonnage est aléatoire et représentatif mais les enquêtés peuvent se faire passer pour des ménages déplacés en pensant alors augmenter leurs chances être assistés ou parce qu'ils pensent qu'il s'agit d'une activité de ciblage. Par conséquent Concern estime qu'il est **plus raisonnable de considérer les données présentes dans le tableau démographique synthétique** (données croisées entre les EM, les IC et la RDS/GDC).

Il est aussi important de noter que Kanyabayonga a reçu 3 vagues de déplacement au total depuis le début de la crise du M23 : (i) **vague 1** venant de Kiwanja, Rutshuru, etc., en octobre 2022 suite à la prise de Kiwanja; (ii) **vague 2** venant de Kishishe, Bambu, Tongo, etc, en novembre/décembre 2022 suite à l'extension des affrontements dans le Parc; et enfin (iii) **la vague 3** venant de Kitchanga, Mweso, etc., en janvier/février 2023 suite à la prise de ces localités par les rebelles. L'alerte 4622, sur laquelle porte cette évaluation, concerne uniquement les vagues 2 et 3, s'ajoutant ainsi à la vague 1, d'approximativement 8355 ménages arrivés en octobre 2022 dans la même zone et qui ont été assistés par NRC.

Ainsi, s'il est souhaité **connaître le nombre de déplacés des vagues 2 et 3 uniquement, Concern estime que l'information la plus fiable est celle de la revue de données secondaires (RDS)** obtenue à travers les points focaux de veille humanitaire, en charge de l'identification et du recensement des déplacés. Les observations libres menées par Concern confirme également la cohérence des chiffres donnés par ces derniers.

Pour l'instant, l'ensemble des déplacés n'ont pas l'intention de retourner dans leurs villages de provenance, du fait de l'insécurité et par peur des affrontements en cours. Des nouvelles vagues sont attendues/envisagées au cours du mois de mars.

### Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	10058	11805	4744
Retournés	0	0	0
Communauté hôte / autochtones	6865	17815	12179
Réfugiés	0	0	0
Rapatriés/Expulsés	0	0	0

**Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée** 16923 29620 16923

**Taille moyenne des ménages (EM)** 6,9 -

**Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)** 147% 66% 28%

**Proportion de familles d'accueil** 35% 51-75 N/A

### Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	51079
Après la crise	64515

### Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	10764
Après la crise	14305

### Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement

Les enquêtes ménages (EM) font état de 16923 ménages

Déplacés	8869
Retournés	0
Communauté hôte / autochtones	12286
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0

**Total** 21155

## Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	1	7%	0	0%	1	3%
115-125 mm	1	7%	1	5%	2	6%
>125 mm	13	87%	17	95%	30	91%
MAG	2	13%	1	5%	3	9%

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	2	16%	1	5%	3	9%
115-125 mm	1	8%	1	5%	2	6%
>125 mm	9	76%	19	90%	28	85%
MAG	3	24%	2	10%	5	15%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	3	11%	1	3%	4	9%
115-125 mm	2	7%	2	5%	4	6%
>125 mm	22	82%	36	92%	58	85%
MAG	5	18%	3	8%	8	15%

Femmes enceintes et allaitantes	Total	
	n	%
<185 mm	0	0
185-230 mm	3	11%
>230 mm	44	89%
MAG	3	11%

## Analyse nutrition

Un dépistage par périmètre brachial de la malnutrition aigüe globale (MAG) a été réalisé auprès des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA), présentes dans le foyer lors de l'administration des enquêtes ménages (EM).

Au total, dans les 6 localités enquêtées et sur l'échantillon de 107 ménages, 8 enfants de moins de 5 ans en situation de malnutrition aigüe sévère (MAS) ou malnutrition aigüe modérée (MAM) ont été identifiés. Sur les 113 personnes dépistées à travers cette mesure anthropométrique, 13 % sont donc en MAG. Ainsi, selon le seuil standard de l'OMS 2005, l'état nutritionnel de l'axe évalué est en situation d'alerte (MAG entre 10 et 14,9 %).

Les filles de moins de 5 ans semblent être les principales touchées, avec 15% qui sont dans un état de MAG dont 9% en MAS. Le risque principal est que ces enfants basculent dans un état nutritionnel plus grave. Les garçons de moins de 5 ans semblent être moins affectés, puisque 9% d'entre eux sont en MAG. Ce taux appelle tout de même à une certaine vigilance.

Les femmes enceintes et allaitantes sont également affectées par la malnutrition. 11% des FEFA sont en situation de MAG.

L'insuffisance nutritionnelle de la zone enquêtée est en partie causée par deux facteurs principaux : (i) une faible consommation alimentaire liée au manque d'accès à la nourriture ; (ii) un manque de ressources financières pour subvenir à tous les besoins alimentaires du ménage.

Concern recommande qu'une enquête nutritionnelle dans la zone évaluée soit réalisée afin de fournir davantage d'informations aux organisations souhaitant intervenir dans ce secteur.

## Sécurité alimentaire

### Principales activités de subsistance <sup>2</sup>

Activité	EM	IC	Sévérité
Travail journalier	56%	13	
Agriculture de subsistance	35%	8	
Agriculture de rente	1%	3	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse/Cueillette	0%	4	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce/vente charbon	3%	2	
Gagne un salaire	0%	0	
Envois de fonds	4%	0	
Autre	2%	2	

### Accès à la terre



Accès à la terre	Oui	Non	IC
Accès à la terre	43%	57%	> 75%

### Pratique de l'agriculture



Pratique de l'agriculture	Oui	Non	IC
Pratique de l'agriculture	82%	18%	> 75%

### Problèmes liés à l'agriculture

Problème	EM	IC
manque de terre/petite superficie disponible	66%	4
manque de semences	50%	1
probleme fertiilite sols	29%	5
maladies cultures/ravageurs	16%	6
presence chenilles	1%	0
Betes sauvages ravagent	1%	0
manque outils machines	27%	0
manque entrepots cultures	0%	0
manque main œuvre	2%	0
manque ecolement production	1%	0
insuffisance des pluies	4%	0
abondance des pluies/inondation	0%	0
insecurite violence combats	3%	3
pillage de recoltes	2%	0
Autre	0%	0

### Proportion des cultures endommagées (IC)

> 75%

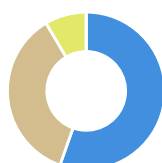
### Proportion des champs détruits (IC)

>75%

### Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied)



Disponibilité d'un marché	Oui	Non	IC
Disponibilité d'un marché	60%	40%	11



### Distance au marché

Distance au marché	EM	IC
< 45 minutes	55%	-
46 minutes-2 heures	36%	-
Plus que 2 heures - demi-journée	9%	-
Plus que demi-journée/pas d'accès	0%	-



Disponibilité des produits sur le marché	EM	IC	Sévérité
Pas de variation	17%	1	
Plus de biens	26%	1	
Moins de biens	57%	9	

#### Fluctuation des prix sur le marché

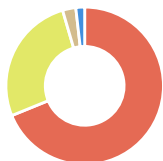
Pas de variation	1%	0	
Les prix ont augmenté	82%	11	
Les prix ont un peu augmenté	17%	0	
Les prix ont diminué	0%	0	

#### Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché

Marché accessible, réduction/pas de changement des prix, augmentation/pas de changement des biens disponibles	1%	-	1
Marché accessible, augmentation des prix et/ou diminution de la disponibilité des produits	59%	-	3
Pas de marché accessible	40%	-	5

#### Principales sources d'acquisition de nourriture

Production personnelle	38%	10	
Reçu - aide alimentaire ONG/gouv./OI	0%	1	
Reçu - cadeau d'amis / relatifs	24%	0	
Marché	26%	13	
Travail pour de la nourriture	2%	5	
Cueillette, chasse ou pêche	13%	2	
Achat auprès d'un voisin	1%	4	
Petit commerce/vente charbon	1%	1	
Troc	62%	5	
Emprunt auprès de relatifs/hôtes	14%	0	
Emprunt auprès d'étrangers	3%	0	
Zakat/don charitable/offrande	2%	0	
Autre	2%	0	



#### Disponibilité de ressources alimentaires

Aucune réserves	69%	-	5
1-2 semaines	27%	-	3
3-4 semaines	3%	-	
Plus de 4 semaines	2%	Aucun	1

#### Nombre moyen de repas par jour

Pour les adultes	1,2	-	
Pour les enfants	1,4	-	
Pour les ménages en général		1 repas	

#### Niveau de faim de la plupart des ménages de la zone (IC)

Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	7	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	6	

### Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) <sup>3</sup>



EM

IC

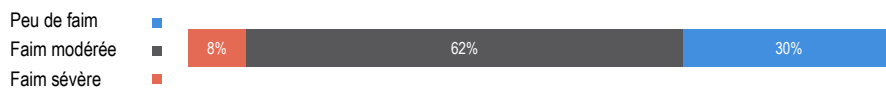
Sévérité

2%  
8%  
90%

-  
-  
-

1  
3  
5

### Indice domestique de la faim (IDF / HHS) <sup>4</sup>

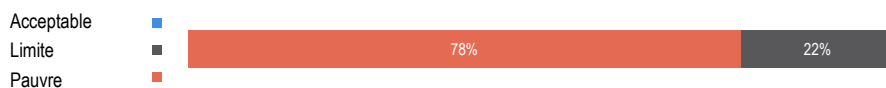


30%  
62%  
8%

-  
-  
-

1  
3  
5

### Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) <sup>5</sup>



0%  
22%  
78%

-  
-  
-

1  
3  
5

### Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSR)



14%  
10%  
26%  
51%

-  
-  
-  
-

1  
3  
4  
5

### Les trois stratégies de survie les plus répandues dans la zone évaluée (IC)

Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	10
Emprunter/demander de la nourriture	13
Cueillir de la nourriture sauvage	7
Consommer des semences destinées à la prochaine saison/récolter des cultures pas encore prêtes	0
Envoyer les enfants manger avec les voisins	0
Vendre des biens immobiliers	0
Vendre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Abattre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Chasser plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Pêcher plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Déménager les familles dans des camps de bétail ou de pêche plus souvent que la normale	0
Envoyer des familles dans des camps de déplacés pour recevoir de l'aide alimentaire	0
Aucune	0
Autre	0

### Analyse Sécurité alimentaire

Les besoins en sécurité alimentaire sont critiques. Cette situation pourrait s'expliquer par plusieurs contraintes pour l'accès à la nourriture et à la terre, notamment pour les ménages déplacés. Ces difficultés se traduisent par les résultats alarmants des indicateurs de sécurité alimentaire. Il ressort que 90% des ménages ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) pauvre, à savoir inférieur à 28.

78% des ménages ont recours à de nombreuses stratégies de survie négatives; 8% des ménages souffrent d'une faim sévère et 62% d'une faim modérée. La majorité des champs de la zone de provenance ont été abandonnés, détruits et ou volés suite au conflit. Il est également à noter que les denrées alimentaires sont disponibles sur les 3 marchés de l'axe, bien qu'il s'observe une hausse des prix suite à l'arrivée des déplacés dans la zone et la pression démographique que ces mouvements de population exercent. On observe donc une hausse des prix dans la zone de déplacement car davantage de produits agricoles doivent venir d'autres localités plus lointaines (Butembo, Kirumba).

Par ailleurs, parmi les ménages interrogés, une large majorité ne possède pas ou très peu de disponibilité en matière de ressources alimentaires : 69% déclarent n'avoir aucune réserve d'aliments et 27% de réserves pour 1 à 2 semaines. Les populations affectées par la crise ont donc un faible niveau de réserve alimentaire ce qui accentue davantage leur vulnérabilité dans ce secteur.

Concern recommande une assistance alimentaire d'urgence en faveur des ménages affectés par le conflit dans la zone évaluée. Du fait de la disponibilité des biens et des services ainsi que de l'accès aux 3 marchés locaux, cette assistance pourrait s'organiser à travers une distribution en espèce ou, dans une moindre mesure, par l'organisation d'une foire. Une analyse de marché devra être conduite afin de déterminer la modalité d'assistance la plus adaptée.

## Abris

Type d'abris (EM)	EM	IC	Sévérité
Maison (construction durable)	35%	-	
Abri d'urgence (non-durable)	61%	-	
Centre collectif	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	3%	-	
Pas d'abris (à la belle étoile)	0%	-	
Autre	0%	-	
<b>Situation d'occupation des maisons (EM)</b>			
Propriétaire	52%	-	
Accueilli par une famille d'accueil	35%	-	
Prêté gratuitement avec autorisation du propriétaire	3%	-	
Occupée gratuitement avec autorisation d'une personne tierce	5%	-	
Occupée gratuitement sans autorisation	0%	-	
Louée (contre loyer)	5%	-	
Autre	0%	-	
<b>Situation d'occupation des abris d'urgence (EM)</b>			
Accueilli par une famille d'accueil	57%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	14%	-	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil contre loyer/travail	4%	-	
Construit sur sa propre parcelle	23%	-	
Dans un site de déplacés, situé près ou dans une localité	0%	-	
Dans un site de déplacés isolé, éloigné d'une localité	0%	-	
Autre	2%	-	
<b>Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri (EM)</b>			
Maison Et : propriétaire	18%	-	
Maison Et : empruntée gratuitement avec autorisation du propriétaire de la maison	1%	-	1
Maison Et : louée	2%	-	
Maison Et : accueilli par une famille d'accueil	12%	-	
Maison Et : occupée avec l'autorisation de quelqu'un d'autre que le propriétaire	2%	-	2
Maison Et : occupée gratuitement sans autorisation (occupation secondaire)	0%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	8%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil en l'échange d'un paiement (loyer) ou de services rendus (travail)	3%	-	
Abri d'urgence Et : construit sur sa propre parcelle	14%	-	3
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés situé près de, en périphérie ou dans d'une ville	0%	-	
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés isolé	0%	-	
Centre collectif (pas école)	0%	-	
Ecole transformée en centre collectif	3%	-	4
Pas d'abris	0%	-	5
<b>Promiscuité dans les abris (EM)</b>			
Pas tous les membres du ménage ne dorment dans la même chambre	50%	-	
Tous les membres du ménage dorment dans la même chambre	50%	-	+1
<b>Nombre moyen m<sup>2</sup> par personne (EM)</b>			
	1,6	-	4

	EM	IC	Sévérité
Part de la population logée dans des abris durables (IC)	-	25-50%	1
Centre collectif école (IC)	-	> 75%	3
Part de la population logée dans des abris d'urgence (IC)	-	<25%	4
Part de la population logée dans des abris collectifs (IC)	-	Aucun	5
Part de la population sans abri (IC)	-	<25%	
Proportion des abris endommagés ou détruits dans la localité de départ (IC)		> 75%	
Niveau de destruction des abris dans la localité de départ (IC)		Légère/Forte	
Proportion des ménages où tous les membres dorment dans la même chambre (IC)		> 75%	

### Analyse Abris

La grande majorité des déplacés vivent en famille d'accueil avec des conditions de vie difficiles. Ils existent quelques sites collectifs dans la zone évaluée, notamment une école primaire à Birundule et des maisons semi-durables servant de mini-dépôts à Bubishi et Bitongi. La communauté hôte partagent les mêmes parcelles et habitations avec les ménages déplacés qu'ils accueillent.

52% des enquêtés occupants des constructions durables vivent dans des maisons dont ils sont les propriétaires et 35%, tout particulièrement les PDI, sont accueillis par une FA. Pour ceux occupants des abris non-durables, 23% ont construit sur leur propre parcelle. Les autres, notamment pour les PDI sans parcelle dans la zone d'accueil, sont accueillis dans des abris déjà existants (57%) d'une FA ou bien dans des abris construits sur une parcelle d'une FA gratuitement (14%).

Une partie importante des maisons, notamment des localités les plus petites (Birundule, lyoborah et Bubishi/Buheri), sont construites en adobe (terre crue), stick de bois et toit en paille ou en tôle. On trouve également des maisons en construction durable avec des tôles, surtout à Bitongi, qui est déjà une localité/quartier de Kanyabayonga. 61% des enquêtés vivent dans des abris non-durable ou semi-durable.

La crise actuelle a aggravé la vulnérabilité en abris dans cette zone. La surface moyenne occupée par personne au sein des abris est de 1,6 m<sup>2</sup>, ce qui est inférieur aux standards SPHERE (min. 3,5m<sup>2</sup>). Ce manque d'espace augmente la promiscuité : pour 50% des ménages, tous les membres dorment dans la même chambre. Cette proximité génère des problèmes notamment en lien avec le manque d'intimité des ménages. Afin de palier aux difficultés de promiscuité, une assistance en abris d'urgence pour les PDI et autochtones les plus vulnérables est recommandée.

### Articles ménages essentiels (AME)

	EM	IC	Sévérité
<b>Destructions et pillages</b>	20%	-	
	72%	-	
Proportion des ménages ayant subi de pertes d'AME suite à la crise (IC)	-	> 75%	
<b>Déplacement préventif ou réactif</b>	10%	> 75%	
	90%	-	
<b>Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement (EM)</b>			
Pas de destructions / pillages	12%	-	1
Destructions / pillages limités	-	-	2
Destructions / pillages importants Et : Déplacement préventif des personnes affectées	3%	-	3
Destructions / pillages importants Et : personnes affectées hébergées en famille d'accueil	31%	-	
Destructions / pillages importants Et : Déplacement réactif des personnes affectées (après le début de la crise)	40%	-	4
Destructions / pillages importants Et : Personnes affectées retournées dans leur zone d'origine	0%	-	
Destructions / pillages importants Et : Personnes restées dans la zone affectée par la crise (communautés hôtes / autochtones)	0%	-	

Score card AME		EM	IC	Sévérité
< 1		1%	-	1
1 – 1.9		4%	-	2
2 – 2.9		29%	-	3
3 – 3.9		60%	-	4
4 – 5		7%	-	5

#### Besoins prioritaires en AME (IC)

Couverture et draps	10
Support de couchage	3
Bidons de stockage	12
Casseroles	13
Moustiquaire	0
Seau	0
Savon	0
Aucun	0
Autre	1

#### Analyse Articles ménages essentiels

Une grande partie des articles ménagers essentiels (AME) des ménages déplacés ont été perdus ou abandonnés suite à leur déplacement. À leur arrivée dans la zone d'accueil, certains membres de la communauté hôte ont accepté de partager (don ou prêt) leurs AME avec les personnes déplacées. Selon les points mentionnés dans les entretiens avec les IC, le manque de moyens financiers empêche les personnes déplacées d'acheter de nouveaux articles. Les principaux besoins en AME qui sont ressortis sont : ustensiles de cuisines, bidons de stockage et couvertures/draps.

Selon les résultats des enquête ménages, 67% des ménages ont un Score Card AME supérieur à 3 (seuil de vulnérabilité critique).

Concern recommande une assistance en AME à travers une distribution en espèce ou par l'organisation d'une foire.

#### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone	EM	IC	Sévérité
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	27%	22%	2

#### Nombre et types de source d'eau fonctionnelle (IC)

Robinetts privés	50
Robinetts public / bornes fontaines	17
Puits à pompe/forage	2
Puits creusé aménagé	0
Source naturelle aménagée	12
Source naturelle non-aménagée	22
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	22
Camion-citerne	0
Charrette avec petite citerne	0
Kiosque / échoppe / boutique à eau	6
Eau En bouteille / Eau en sachet (nombre de points de vente)	5
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	6

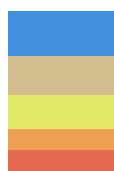
#### Type de source d'eau (EM) <sup>6</sup>

Source améliorée		48%	Non consensus	1
Source non-améliorée		39%	> 75%	3
Eau de surface		13%	<25%	4

### Quantité d'eau subjective (perception des répondants)

- Assez d'eau pour tous les besoins
- Pas assez d'eau pour d'autres fins domestiques
- Pas assez d'eau pour l'hygiène personnelle
- Pas assez d'eau pour cuisiner
- Pas assez d'eau pour boire

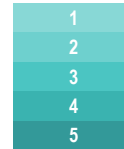
A  
S  
S  
E  
Z



EM  
48%  
42%  
37%  
23%  
23%

IC  
-  
-  
-  
-  
Non consensus

### Sévérité



### Litres d'eau par personne par jour (EM)

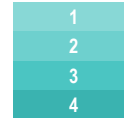
- Plus de 15 litres
- 8-15 litres
- 5-7 litres
- 0-4 litres

■  
■  
■  
■



83%  
10%  
1%  
6%

-  
-  
-  
-



### Temps pris pour aller chercher l'eau

- < 45 minutes
- 46 minutes-2 heures
- Plus que 2 heures

■  
■  
■



81%  
19%  
0%

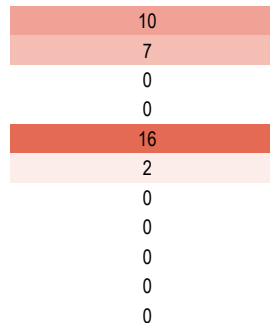
-  
-  
> 75%

### Problèmes d'accès à l'eau

- Points d'eau trop éloignés
- Points d'eau difficiles d'accès
- Chercher l'eau est une activité dangereuse
- Accès restreint pour certains groupes
- Pas assez de points d'eau/temps d'attente important
- Les points d'eau ne fonctionnent pas/sont fermés
- L'eau n'est pas disponible sur le marché
- L'eau est trop chère
- Pas assez de récipient pour stocker l'eau
- Ne considère pas l'eau comme potable
- Autre



26%  
6%  
10%  
0%  
43%  
3%  
1%  
14%  
43%  
9%  
2%



### Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte de l'eau (EM)

- Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est < 45 min
- Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : L'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est > 45 min
- Assez d'eau pour boire Et : pas assez pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée
- Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée
- Assez d'eau pour boire Et : pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée
- Accès à de l'eau de surface uniquement
- Pas assez d'eau pour boire

-  
22%  
3%  
11%  
19%  
10%  
13%  
23%

-  
-  
-  
-  
-  
-  
-



### Disponibilité d'un système de lavage des mains



■ Oui  
■ Non

2%  
98%

Aucun  
-

### Eau pour le système de lavage des mains (EM)



■ Oui  
■ Non

49%  
51%

-  
-

**Savon pour le système de lavage des mains (EM) / accès au savon (IC)**



■ Oui  
■ Non

EM  
0%  
100%

IC  
<25%  
-

Sévérité

**Part de la population se lavant les mains plusieurs fois par jour (IC)**

- <25%

**Pratiques de lavage des mains (EM)**

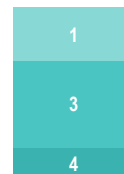


-  
-  
-  
-  
-  
-

**Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains (EM)**

Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : utilisée par les usagers Et : du savon est disponible	0%
Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : du savon n'est pas disponible	1%
Une station de lavage de mains est disponible Et : non équipée en eau	1%
Il n'y pas de système de lavage des mains disponible	98%

-  
-  
-  
-



**Disponibilité des installations sanitaires <sup>7</sup>**



> 75%  
> 75%  
<25%

**Partage des installations sanitaires**

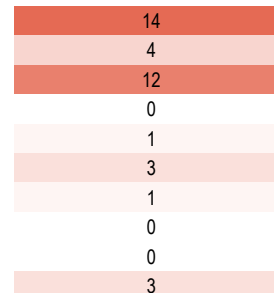
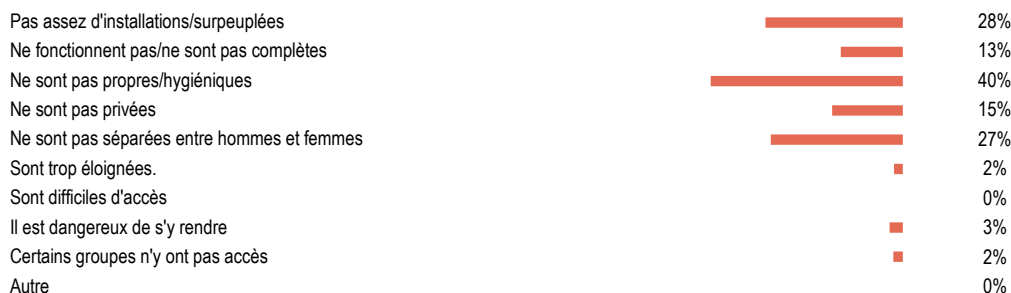


■ < 4 ménages  
■ > 4 ménages

54%  
46%

> 75%  
-

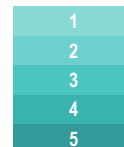
**Problèmes d'accès aux installations sanitaires**



**Disponibilité des installations sanitaires ET Partage des installations sanitaires (EM)**

Installations améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	0%
Installations améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	0%
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	44%
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	36%
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	5%

-  
-  
-  
-  
-



## Problèmes environnementaux rapportés (IC)

	IC
Présence de matières fécales	16
Eau stagnante	6
Déchets solides domestiques	9
Déchets organiques en décomposition	13
Rongeurs/rats	8
Aucun	0

## Analyse Eau, hygiène et assainissement

Selon les sources interrogées, la quantité d'eau n'est suffisante pour tous les besoins (hygiène personnelle, boisson, cuisine et autres fins domestiques). En effet, seul 48% des répondants déclarent en avoir assez pour les différents besoins quotidiens. Cependant, 83% affirment consommer plus de 15 litres d'eau par personne et par jour, ce qui répond aux standards minimum des normes SPHERE. D'une manière générale, l'accès à l'eau de qualité semble être une difficulté majeure puisque seul 22% des enquêtés disent avoir assez d'eau pour boire et pour subvenir aux besoins domestiques avec de l'eau provenant d'une source améliorée dont le temps pour la collecter est inférieur à 45 minutes. Cela est également confirmé par le type de source d'eau utilisée, moins de la moitié des répondants (48%) utilisent des sources améliorées et donc protégées de l'extérieur. Cela est également confirmé par les entretiens menés avec les IC et les points ressortis lors GDC. En effet, des temps d'attente importants sont observés au niveau des différents points d'eau et les ménages de l'axe évalué ne disposeraient pas d'assez de récipients pour stocker l'eau, tout particulièrement les ménages déplacés. Parmi les problèmes les plus cités, le manque de points d'eau, le temps d'attente et l'éloignement de ces derniers sont les plus récurrents. Cela s'observe tout particulièrement à Bitongi où la concentration démographique est importante et le nombre de points d'eau faible. Lors des GDC et des observations libres menés, l'accès physique aux points d'eau est également problématique puisque ces derniers sont souvent situés sur des terrains glissants et inclinés (flan de collines, ravines...)

L'hygiène liée aux latrines pose problème sur l'axe. Seuls 15% des ménages ont accès à une latrine hygiénique et 98% déclarent qu'il n'y a pas de système de lavage des mains disponible. Parmi les problèmes environnementaux rapportés par les IC, la présence de matières fécales est la plus citée, notamment liée à la pratique de la défécation à l'air libre du fait du manque d'installations sanitaires, suivie de la présence de déchets organiques liée à la mauvaise gestion des déchets ménagers. Concern recommandé de construction de points d'eau, notamment à Bitongi et l'installation des latrines collectives dans les localités les plus problématiques. Ces activités devront être accompagnées de séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

## Santé

### Source d'obtention des soins

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, etc.)	81%	13	
Guérisseur traditionnel / religieux	3%	0	
Reste à la maison / se soigne soi-même	14%	4	
Autre	1%	0	

### Conditions d'accouchement

A la maison avec famille	0%	0
A la maison avec sage-femme	2%	0
A la maison avec infirmier	0%	0
Centre de santé/d'accueil	98%	17
Autre	0%	0



### Disponibilité d'une structure de santé

Moins de 45 minutes	58%	0
Entre 45 minutes et 2 heures	27%	15
Entre 2 heures et une demi-journée	14%	1
Plus que demi-journée (ou pas d'accès)	0%	0

### Type de structure de santé disponible (IC)

Hôpital	0
Centre de santé	15
Clinique mobile	0
Centre de santé de référence	1
Poste de santé	0
Autre	0



### Problèmes d'accès aux soins (EM)

	EM
Structure de santé trop loin / inexistant	3%
Manque de moyens pour payer les soins	88%
Structure de santé manque de médicaments	6%
Structure de santé manque d'équipements	2%
Structure de santé manque de personnel soignant	1%
Structure de santé est surchargée / trop de patients	0%
Autre (préciser)	0%
Problèmes d'accès sécuritaire	0%

	IC	Sévérité
Structure de santé trop loin / inexistant	-	
Manque de moyens pour payer les soins	-	
Structure de santé manque de médicaments	-	
Structure de santé manque d'équipements	-	
Structure de santé manque de personnel soignant	-	
Structure de santé est surchargée / trop de patients	-	
Autre (préciser)	-	
Problèmes d'accès sécuritaire	-	

### Problèmes d'accès aux soins (IC)

Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-
Manque de médicaments	-
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	-
Problèmes d'accès sécuritaire	-
Autre	-

Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	4
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	3
Manque de médicaments	9
Manque de moyens pour payer les soins de santé	13
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	1
Problèmes d'accès sécuritaire	1
Autre	0

### Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans

Diarrhée	27%	22%	2
Fièvre	27%	-	
Toux	28%	-	

Pour la diarrhée: <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

### Symptômes chez les personnes de plus de 5 ans (EM)

Diarrhée	10%	-
Fièvre	9%	-
Toux	11%	-

### Ménages dorment sous des moustiquaires



	Oui	Non
Ménages dorment sous des moustiquaires	18%	<25%
	82%	-

### Maladies rapportées (IC)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	385	259
Infection Respiratoire Aigue	100	239
Diarrhées aigue	105	149
Typhoïde	111	150
Malnutrition aigüe globale	106	106
Rougeole	10	10
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	467

### Augmentation des consultations intra-hospitalières journalières

#### Disponibilité de médicaments

#### Disponibilité d'équipements médicaux

#### Augmentation du ratio patients/personnel soignant (aire de santé)

IC
Forte augmentation (entre 51% et 69%)
Manque grave
Disponible en suffisance
Forte augmentation (entre 51% et 69%)

## Analyse Santé

Sur l'axe évalué, il existe 5 structures de santé : 2 centres de santé à Bitongi, 1 centre de santé à Bulindi et 1 autre à Birundule ainsi qu'un poste de santé à Bubishi. Le centre de santé de Birundule est partiellement appuyé par l'ONG Medair, pour les soins de santé primaire des femmes enceintes et/ou allaitantes et des enfants de moins de 5 ans. Les structures de santé sont en bon état mais manquent d'équipements, de médicaments ainsi que d'intrants nutritionnels.

Le principal obstacle pour accéder aux soins est le manque de moyens financiers pour payer les frais de santé (consultation, hospitalisation, médicaments...). L'accès aux soins est donc limité, notamment pour la maternité et les hospitalisations, pour lesquels les soins sont payants. Les ménages déplacés récemment arrivés sur l'axe évalué souhaiteraient fréquenter les structures de santé mais n'y parviennent pas du fait du manque de moyens financiers. Lors des GDC, la communauté déplacée a affirmé la présence de maladies contagieuses de la peau comme le "shishikara", chez les enfants. Lors des entretiens et GDC, il a également été signalé une carence accrue de produits médicaux pour le traitement de maladies courantes comme le paludisme, la diarrhée, fièvre typhoïde, etc. Le personnel de santé déclare être débordé par la situation depuis le début de la crise du Rutshuru, si bien que certains ménages ont substitué les soins de santé modernes à la médecine traditionnelle ou reste à la maison et préfèrent se soigner eux-mêmes.

Pour ce secteur, Concern recommande un soutien partiel aux structures de santé, notamment l'appui en médicaments spécifiques pour les soins de santé primaire, en intrants nutritionnels et en équipement médical.

## Protection

### Nombre et type d'incidents de protection

	EM	IC - principales préoccupations par groupe			
		H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Meurtre	7%	9	1	4	0
Mutilations/coups et blessures	3%	3	5	5	2
Violences intercommunautaires	0%	7	8	2	3
Violences sexuelles	0%	0	11	1	14
Enlèvements ou tentative d'enlèvement	2%	3	2	8	2
Blessés/morts dus aux mines	0%	2	1	8	6
Mariage précoce/forcé	0%	1	8	6	15
Violence conjugale	1%	5	15	4	13
Séparation des familles	4%	10	15	7	8
Pillages	26%	11	9	5	3
Vol, braquage, cambriolage	13%	N/A	N/A	N/A	N/A
Pillage du bétail	6%	9	7	1	1
Arrestations arbitraires	6%	14	8	9	4
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0%	8	7	3	2
Recrutements/enrôlements forcés d'adultes par des acteurs armés	1%	10	1	13	5
Recrutements/enrôlements forcés d'enfants par des acteurs armés	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Membre adulte du ménage démobilisé d'un groupe armé	1%	8	0	9	1
Membre enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Travaux forcés	4%	13	5	13	3
Autre	1%	0	0	0	0

### Nombre et situation d'enfants non-accompagnés (ENA)

	EM	IC
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA	3%	-
Nombre moyen d'ENA recueillis	2,0	-
Ménages estimant être en mesure de s'occuper convenablement de ces ENA	0%	-
Nombre estimé d'ENA dans la zone (IC)	-	24,4

### Nombre d'enfants recrutés ou démobilisés

Enfant du ménage recruté/enrôlé de force par des acteurs armés	0%	-
Enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	-

### Nombre et situation de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

	EM	IC
Ménages avec au moins une PSH	7%	-
Proportions de PSH étant des enfants	85%	-
Proportions de PSH étant des adultes	11%	-
Proportions de PSH étant des personnes âgées	0%	-
Proportion de ménages dont le chef est une PSH	1%	-
Proportion des chefs de ménage PSH exerçant une activité génératrice de revenu	0%	-

### Perception de la communauté hôte par rapport aux déplacés et/ou des retournés

		EM	IC
Tensions avec la communauté d'accueil	8%	6	9
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	57%	0	0
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	30%	0	0
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	2%	0	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	0%	0	0

### Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation



	EM	IC
Oui	70%	13
Non	21%	2

### Tensions sociales liées à la propriété et la terre



	EM	IC
Pas de tensions	89%	8
Tensions modérées	6%	6
Tensions très graves	1%	0

### Raisons des tensions sociales liées à la propriété et la terre (IC)

	EM	IC
Accapement des terres		12
Accès à la terre des groupes à besoins spécifiques		5
Accès à la terre pour les PDIs		3
Augmentation du coût du loyer		4
Conflits entre agriculteurs et éleveurs		1
Exploitation des concessions/population riveraines		3
Destruction des cultures ou des animaux		0
Destruction des étangs piscicoles		0
Exploitation des ressources naturelles		0
Exploitation illégale des ressources naturelles		0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires		2
Incendies et/ou destruction des maisons/Abris		0
Insécurité d'occupation		0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété		0
Occupations secondaires des maisons et champs		0
Problèmes de limites		0
Rareté des terres		0
Remise en cause des transactions foncières		0
Répartition inégale des terres		0
Restitution des biens		0
Successions		0
Propriété		0
Aucun problème		0

### Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG)



	EM	IC
Oui	0%	0
Non	98%	15

	EM	IC
<b>Perception de risque d'incidents liés aux REG</b>		
Risque existe	4%	0
Risque n'existe pas	95%	15
<b>Ménages dirigés par une personne mineure (EM)</b>	0%	-
<b>Ménages dirigés par une femme (EM)</b>	24%	-

### Analyse Protection

Suite aux différents entretiens organisés sur l'axe, il est ressorti que les ménages déplacés et autochtones ont des bonnes relations mais que cela risquerait de changer suite à l'insuffisance des ressources et si la situation d'entraide durerait trop longtemps. Cependant, plus de 87% ont déclaré être prêt à appuyer les déplacés. Il est à noter que la grande majorité des déplacés est issue de la même communauté que les autochtones (Nande et une petite partie Hutus).

Dans la zone, les incidents de protection sont gérés par les autorités locales, la PNC, les FARDC et les groupes armés contrôlant la zone. Des frais de motivations sont systématiquement demandés et perçus par ces derniers. La sécurité est surtout assurée par les groupes armés locaux (CMC Domi et FFP/AP) en dehors de Bitongi. Il n'y a pas eu d'incident sécuritaire majeur signalé sur l'axe récemment.

Parmi les incidents de protection les plus fréquemment cités, les vol et les pillages sont les plus rapportés. Les principales préoccupations en matière de protection pour les femmes sont les violences sexuelles, conjugales et les mariages précoces/forcés ainsi que la séparation des familles. Lors des GDC, certaines femmes ont déclaré se sentir en insécurité sur le chemin de puisage. Pour les hommes, les principales préoccupations sont les recrutements et travaux forcés ainsi que les arrestations arbitraires. Aucun engin explosif n'a été signalé dans la zone évaluée mais il faut noter que de nombreux engins explosifs (bombe, grenades) ont été utilisés dans la zone de provenance. La perception des humanitaires dans la zone est bonne.

Concern recommande le renforcement des systèmes de médiation communautaire. Un plaidoyer doit être fait auprès des autorités pour assurer la sécurité et éviter les taxes illégales payées par la population aux groupes armés.

### Éducation

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	EM	IC	Sévérité
Oui (< 1 heure à pied pour un enfant en âge primaire)	96%	17	
Non (> 1 heure à pied / Pas d'école primaire fonctionnelle)	4%	0	

#### Raison de l'indisponibilité d'une école

Trop loin / Jamais eu d'école	51%	0
Occupée par des déplacés	26%	0
Occupée par des personnes armées	0%	0
Endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	0
Endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées	0%	0
Endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre	0%	0
Fermée	0%	0
Autre	0%	0

#### Raison de l'indisponibilité d'une école (IC)

Le(s) enseignant(s) est/sont déplacé(s)	-	0
Le(s) enseignant(s) a/ont arrêté de travailler	-	0
Les écoles sont inaccessibles pour des raisons de sécurité	-	0
Il n'y a pas d'enseignant	-	0

Ecole primaire fonctionnelle endommagée	Oui	Non
	21%	10
	75%	6

Raison de l'endommagement de l'école primaire	EM	IC	Sévérité
Violences communautaires/désastre naturel	0%	0	
Attaque par des personnes armées	4%	0	
Raisons non-liées à des violences/désastre	96%	10	

Ecole primaire fréquentée par des personnes armées (EM)	Oui	Non
	4%	88%

#### Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école (EM)

Ecole fonctionnelle disponible	72%	-	1
Ecole fermée	0%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des déplacés	1%	-	
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	20%	-	3
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	-	
Pas d'école disponible (Trop loin / jamais eu d'école disponible)	2%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel	0%	-	4
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel	0%	-	
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à une attaque par des personnes armées	1%	-	
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des personnes armées	0%	-	5
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées	0%	-	

#### Taux d'inscription à l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	38%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	47%	-	
Filles de 12 à 17 ans	38%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	37%	-	
Total	40%	-	3

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

#### % total d'enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire (IC)

Après la crise	-	55%	2
Avant la crise	-	65%	

#### Taux de fréquentation de l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans	37%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	49%	-	
Filles de 12 à 17 ans	35%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	40%	-	
Total	41%	-	3

Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

#### % d'élèves inscrits fréquentant régulièrement l'école (IC)

Après la crise		68%	2
Avant la crise		73%	

### Raison principale de la non-scolarisation (EM)

Manque de moyens pour payer l'école	64%	-
Interruption suite à un déplacement	36%	-
Ecole n'accepte pas enfants déplacés	0%	-
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-
Enfant jamais allé à l'école	0%	-
Autre	0%	-

### Raison principale de la non-scolarisation (IC)

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	7	8
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	6	4
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, etc.)	0	2
Ils doivent travailler à la maison	0	1
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce/Mariage forcé	0	0
Grossesse précoce	0	0
Faim	0	2
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	4	0
Problèmes liés aux menstruations	0	0
L'école est trop loin	0	0
Autre	0	0

### Taux de déscolarisation de l'école primaire (enfants n'allant plus à l'école depuis la crise) (EM)

	EM	IC	Sévérité
Filles de 6 à 11 ans	7%	-	
Garçons de 6 à 11 ans	10%	-	
Filles de 12 à 17 ans	10%	-	
Garçons de 12 à 17 ans	5%	-	
Total	8%	-	

### Evolution du taux d'inscription à l'école primaire depuis la crise (IC)

- -20%

### Evolution du taux de fréquentation scolaire depuis la crise (IC)

- -10%

### Temps moyen depuis la déscolarisation (en semaines) (EM)

4 -

### Ratio élèves / enseignants (IC)

Elèves pour 1 enseignant actuellement	72,5	400%
Elèves pour 1 enseignant avant la crise	45	

Ratio <= 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; >= 86 = Sévérité 5

### Disponibilité des enseignants

Le même nombre d'enseignants donne des cours actuellement qu'avant la crise	82%	-
Une partie des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
La plupart des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	0%	-
Un nombre plus grand d'enseignants donnent des cours depuis la crise	18%	-

### Lieu physique des classes primaires

Ecoles existantes	79%	15	1
Espaces temporaires	21%	0	3
Dehors/sous les arbres	0%	0	4
Autre(Spécifier)	0%	0	

## Analyse Éducation

Il existe des écoles primaires dans les 6 localités évaluées. Cependant, les écoles secondaires n'existent qu'à Bitongi (Kanyabayonga). La scolarisation est gratuite uniquement pour l'école primaire. L'école secondaire est payante.

Une majorité des écoles évaluées étaient fonctionnelles bien que certaines soient endommagées (21%). Malgré la présence d'établissements scolaires et d'enseignant.es, le manque de moyen financier (pour payer les fournitures scolaires et avoir de bonnes conditions d'apprentissage) reste l'explication principale (64%) du faible taux de fréquentation (41%). Certaines écoles sont occupées par les ménages déplacés, notamment l'EP de Birundule, rendant ainsi l'école indisponible.

Les besoins prioritaires pour les écoles sont : la construction/réhabilitation des salles de classe; l'approvisionnement en matériels didactique et récréatif; et la prise en charge scolaire des enfants vulnérables dont les parents n'arrivent pas à payer les frais scolaires (tout particulièrement pour les enfants déplacés).

## Conclusions générales et commentaires

L'ERM réalisée par Concern sur l'axe Kanyabayonga (Bitongi)-Birundule dans le cadre de l'alerte 4622 a relevé des besoins humanitaires alarmants, particulièrement dans le secteur de la sécurité alimentaire et, dans une moindre mesure, en AME et WASH. Les populations ont recours à de nombreuses stratégies d'adaptation négatives afin d'assurer leur survie.

Au vu des affrontements en lien avec la crise du M23 dans le Rutshuru, et des opérations militaires en cours contre les rebelles, de nouvelles vagues de déplacement sont attendues au cours des prochaines semaines. Les personnes déplacées actuelles ne manifestent pas l'intention de retourner vers leurs localités de provenance comme la situation sécuritaire ne semble pas s'améliorer sur le court/moyen terme.

Au vu des résultats présentés dans ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages lors des entretiens et dans les groupes de discussion, une assistance en vivres est prioritaire sur l'axe ciblé par l'évaluation. Une assistance AME et dans le secteur WASH serait également pertinent selon les besoins ressortis de cette évaluation.

Une réponse multisectorielle paraît être la plus appropriée afin de répondre à l'ensemble des besoins identifiés et exprimés par les personnes interrogées. Cette réponse pourrait être basée sur le marché, à condition de conduire une analyse complète afin de confirmer cette modalité d'assistance à travers des transferts monétaires en espèce ou en paiement mobile.

## Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement le % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, avec plus de poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être le consensus (pondéré) des IC sur la proportion estimée de ménages en % se trouvant dans une des situations listées sur la gauche. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
4. L'indice domestique de la faim (IDF/HHS) mesure la faim perçue en demandant la fréquence à laquelle un ménage a vécu trois expériences communément associées à la faim au cours des 30 derniers jours (absence de nourriture dans la maison, dormir affamé, passé une journée et une nuit entières sans manger). L'IDF est souvent utilisé comme indicateur indirect de la quantité de nourriture consommée. Les seuils et catégories utilisés pour l'analyse sont ceux utilisés pour l'IPC en RDC: 0-1 "peu ou pas de faim dans le ménage"; 2-3 "faim modérée dans le ménage"; 4-6 "faim importante dans le ménage."
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)
8. Ces résultats sont indicatifs seulement et non-représentatifs au niveau de la zone enquêtée comme il s'agit de réponses à des sous-questions auxquelles seules une partie limitée et non-représentative de l'échantillon total à répondu.

## Tableau des mouvements de population

Seules les premières 100 lignes potentielles de données de mouvement de population sont incluses dans le tableau ci-dessous (la source est IC, GDC ou EM, dans cet ordre). Pour plus de détails, le cas échéant, voir l'onglet MdP de l'outil d'analyse ERM.

Localité	Statut	Province	Territoire	Zone de Santé de départ	Date déplacement	Raison	Nombre
BITONGI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	20/11/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	2000
BITONGI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	15/12/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	32
IYOBORA	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	01/01/2023	Déplacement préventif (peur/menace)	235
IYOBORA	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	01/01/2023	Déplacement préventif (peur/menace)	235
IYOBORA	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	03/12/2023	Déplacement préventif (peur/menace)	235
BIRUNDULE	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	17/01/2023	Déplacement préventif (peur/menace)	959
BIRUNDULE	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	10/02/2023	Déplacement préventif (peur/menace)	959
BITONGI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Mweso	29/10/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	3422
BUBISHI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	25/12/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	513
BITONGI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Rutshuru	01/12/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	2093
BUBISHI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Masisi	Masisi	01/12/2022	Déplacement préventif (peur/menace)	513
BUHERI	Déplacé interne	Nord-Kivu	Rutshuru	Kibirizi	10/01/2023	Déplacement préventif (peur/menace)	1058